

NOUVELLES POLITIQUES

NATIONALES ET ETRANGERES.

QUATRIEME ANNEE REPUBLICAINE.

TRIDI 23 Germinal.

(Etc vulgaire).

Mardi 12 Avril 1796.

Pension accordée au comte Carletti par le grand duc de Toscane. — Arrivée de nouvelles troupes autrichiennes à Milan, pour renforcer l'armée d'Italie. — Formation d'un camp d'observation entre Liège, Maëstricht et Venloo, ainsi qu'entre Luxembourg et Treves. — Prise de Batavia par les Anglais. — Vol fait par une quarantaine de brigands dans le ci-devant château de Chanteloux, près d'Arpajon. — Pensées sur la paix. — Rapport et résolution pour faire payer leur indemnité aux députés suspendus de leurs fonctions.

A V I S.

Le bureau d'abonnement des Nouvelles Politiques est toujours rue des Moulins, n^o. 500.

Le prix actuel est de 500 liv., en assignats, pour 3 mois, seul terme pour lequel on peut souscrire en cette monnaie.

Le prix, en numéraire, est de 25 livres pour un an, 13 livres pour 6 mois, et 7 livres pour 3 mois.

Toute lettre non-affranchie ne sera pas reçue.

I T A L I E.

De Livourne, le 20 mars.

Le vaisseau de ligne napolitain le *Tancredi* vient de mouiller dans notre rade; il faisoit partie de l'escadre anglaise de l'amiral Jervis, qui est toujours en croisière à la hauteur de Toulon; cependant elle n'a pu intercepter la frégate anglaise la *Némésis* que les français ont conduite dans ce port.

Comme les côtes de Naples sont couvertes de corsaires français qui ne laissent pas que d'enlever beaucoup de bâtimens napolitains, sa majesté sicilienne vient de publier une ordonnance en vertu de laquelle aucun navire de cette nation ne pourra mettre en mer sans être escorté par quelque bâtiment de guerre.

Les dernières lettres du Piémont portent que la grande quantité de neige qui est tombée a empêché les troupes autrichiennes d'entreprendre quelques opérations dont elles étoient chargées. Les Français ont été obligés, par la même cause, de se retirer de quelques postes avancés dans la montagne.

On mande de Milan qu'il y arrive journellement des troupes allemandes, & on compte que l'armée impériale élèvera à 60 mille hommes dans la Lombardie.

Le grand-duc vient d'accorder une pension au comte Carletti, ci-devant son ministre auprès de la république française. S. A. R. n'a pas oublié que M. Carletti lui avoit rendu un service important en négociant la paix avec succès dans un moment où les Français pouvoient envahir la Toscane & s'emparer de Livourne.

B E L G I Q U E.

De Bruxelles, le 18 germinal.

Jamais les Français n'ont fait d'aussi grands efforts pour être à même d'ouvrir la campagne (si elle a lieu) avec toute la vigueur possible. Chaque jour l'on fait passer sur la rive droite du Rhin des corps considérables de troupes; de sorte que l'armée destinée à agir de ce côté-là est en ce moment formidable. L'on forme une tête de pont au camp retranché établi près de Kaiserweert, & l'on vient de placer 60 nouvelles pièces d'artillerie dans les batteries des retranchemens.

Ce qui prouve encore que les hostilités sont peu éloignées, c'est qu'en vertu d'une capitulation faite avec les troupes palatines, on s'est engagé de leur indiquer un séjour hors du théâtre de la guerre, & on vient de les prévenir de quitter Blenheim pour se retirer au delà des montagnes du duché de Berg.

Il paroît que le projet des généraux français est d'attaquer les Autrichiens sur la Sieg, en tâchant de les tourner par Elberfeld. L'ennemi, qui prévoit ce projet, vient d'augmenter ses forces de ce côté, de huit mille hommes d'infanterie & de quatre mille de cavalerie.

Quant au prétendu arrangement par lequel les armées devoient se retirer à trente lieues les unes des autres, cette nouvelle est encore incertaine.

Cependant, malgré toutes ces apparences guerrières, on ne désespère pas encore de voir une paix générale prévenir les malheurs de la guerre, dont on est de nouveau menacé.

Le camp d'observation ou de réserve qui doit être

placé sur la Meuse, entre Liège, Maëstricht & Venloo, y sera formé sous peu; déjà des troupes sont commandées pour aller l'occuper, & un grand nombre de tentes & autres attirails militaires ont été envoyés à Liège pour le campement de ce corps d'armée. Il en est de même de celui qui aura lieu entre Luxembourg & Treves.

Aujourd'hui & demain il partira de cette ville 1000 à 1200 chevaux de remonte pour la cavalerie de l'armée de Sambre & Meuse. Cette ville servira de dépôt général pour tous les chevaux provenant de la réquisition dans les neuf départemens réunis, & l'on vient pour cela de préparer de nombreuses écuries.

Le nombre des officiers étant toujours trop grand dans les armées, par ordre du ministre de la guerre on accorde la démission à tous ceux qui la demandent.

On ne doit point être surpris de trouver dans les nouvelles ci-dessus quelque contrariété avec les bruits de paix prochaine qui circulent dans tous les papiers publics d'Allemagne & de France. Les mouvemens des armées sont indépendans des négociations entamées, jusqu'à ce que ces négociations soient terminées. Il convient cependant d'observer que les derniers avis reçus de Vienne portoient que les autrichiens avoient à-peu-près quitté les bords de la Sieg, & qu'on dit ici qu'ils sont revenus sur cette rivière avec un corps de 12,000 hommes.

FRANCE.

DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE.

D'Angers, le 17 germinal.

L'état-major-général de l'armée des côtes de l'Océan vient d'être transféré à Rennes. Ce départ inattendu confirme la fin de la guerre de la Vendée, & fait présumer que le général Hoche veut purger aussi rapidement les côtes de la ci-devant Bretagne & des chouans qui infestent ce pays, & des émigrés qui dirigent leurs mouvemens. La présence des Anglais présage une descente; par le rapprochement de l'état-major-général, les ordres seront plus précis, & les républicains instruits plus promptement, rappelleront à l'Anglais, s'il effectuoit une descente, que les vainqueurs de Quiberon veulent encore cueillir des lauriers.

On dit que les chouans ont été complètement battus près la commune de Gré-en-Bouere, entre Château-Gontier & Sablé. Forts en nombre, ils ont attaqué une de nos colonnes qui s'est vigoureusement défendue. Après avoir battu en retraite jusqu'aux environs d'un bois où une autre colonne étoit en embuscade, elle s'est arrêtée & a marché au pas de charge sur les chouans qui, pris en flanc & en queue, ont essuyé le feu le plus terrible. Le courage & l'adresse ont tellement servi les républicains, qu'ils ont fait mordre la poussière à plus de 300 de leurs ennemis, & mis le reste en déroute. Nous attendons les détails officiels.

(Extrait des Affiches d'Angers.)

De Paris, le 22 germinal.

Le général Pichegru n'a pas accepté, d'une manière positive, l'ambassade de Suède, à laquelle il a été nommé. Il a désiré d'aller passer quelque tems dans son pays natal, à Arbois, avant de prendre un parti définitif, sur lequel n'hésite que par une défiance trop modeste de ses talents.

On continue de croire que Charles Lacroix est prêt aussi à remettre le ministère des relations extérieures à un successeur qui, par des services antérieurs & des connaissances acquises, aura, dit-on, des droits à l'estime des étrangers comme à la confiance de la nation.

On assure, dans un de nos papiers publics, qu'avant-hier, 20, à l'audience publique du directoire, on s'est aperçu d'un grand nombre de vols, & que chacun de ceux qui y assistoient a été fouillé avant de sortir. Cette opération a duré jusqu'à six heures du soir. Il y avoit eu aussi les montres & des portes-feuilles volés à la séance publique de l'institut.

On a reçu avis en Angleterre que Batavia a été pris par les Anglais par l'amiral Rodney. On en donnera les détails dans notre feuille.

On a appris les détails d'un événement qui, sous différents rapports, doit affliger tous les bons citoyens & exciter la vigilance du gouvernement.

Il y a sept à huit jours qu'une quarantaine de brigands s'introduisirent entre huit & neuf heures du soir dans le ci-devant château de Chanteloux, près d'Arpajon, route d'Orléans, occupé par le citoyen Chabanel, ancien négociant. Ce citoyen alloit se mettre à table avec sa famille pour souper. Les brigands, qui avoient passé par-dessus les murs du jardin, entrèrent brusquement dans la salle à manger, se saisirent des maîtres & des domestiques, le tout au nombre de 13, les attachèrent avec des cordes, & les firent descendre dans une cave où ils les enfermèrent. Pendant ce tems-là d'autres fouilloient dans les chambres, prenoient les assignats, l'argent, les bijoux & tout ce qu'il y avoit de plus précieux. Ils avoient amené un charriot, qu'ils chargèrent de tout leur butin, & se mettoient en train de partir, lorsque deux gendarmes passant par hasard devant la maison, voulurent s'arrêter pour observer le mouvement d'un attroupement si nombreux; mais les voleurs leur crièrent de s'éloigner, s'ils ne vouloient pas être tués. Les gendarmes se retirèrent, mais pour se rendre en hâte à Arpajon, où ils prirent un renfort de gendarmerie & d'habitans, qui se portèrent en armes à Chanteloux. Les brigands, avertis de cette marche, eurent le tems de s'enfuir avec les choses précieuses qu'ils avoient emportées sur eux, mais laisserent le chariot chargé. On s'est mis sur le champ à leur poursuite; ils avoient pris le chemin de Paris; on ne sait rien encore du succès de cette recherche.

Pensées sur la Paix.

Le vœu du peuple, le salut de la république, le devoir du gouvernement, le besoin de l'Europe, c'est la paix.

Tout plan pour restaurer les finances est absurde & impraticable sans la paix.

La marche incertaine du gouvernement dans ses premiers pas, les espérances des jacobins, le mécontentement des propriétaires, les erreurs de quelques législateurs journalistes, notre ambition, & les intrigues de l'Angleterre; voilà quels ont été les obstacles à la paix. Le nouveau système que paroît suivre le directoire doit donner de justes espérances de la voir conclure plus promptement.

Pour faire une révolution, il faut flatter le pauvre &

menacer le riche; mais lorsqu'on veut conserver un gouvernement, il faut lui donner pour base la sûreté & le contentement des propriétaires; c'est là le ciment de l'état social.

Tant qu'en criera contre les riches & les salons, les gouvernements se rempliront de factieux, les emplois se distribueront à des fripons, sans intérêt à l'ordre, qui, prenant le masque de patriotes énergiques, meneront le gouvernement de piège en piège à sa dissolution. Les propriétaires mécontents formeront des vœux contre le gouvernement; aucune de ses opérations ne réussira, & l'Europe incertaine, ne voyant plus rien de stable dans notre position, espérera de nouvelles secousses & ajournera la paix.

Toutes les fois que des législateurs journalistes feront du mot *honnêtes gens* une injure, & auront la gaucherie impardonnable en politique de donner cet honorable titre aux ennemis du bien public; toutes les fois qu'ils sonneront l'alarme & répandront le bruit que par-tout on voit des cheuans, que par-tout on voit des royalistes, il en résultera que les hommes foibles, qui composent la majorité de l'espèce humaine, seront incertains & n'oseront se prononcer franchement, craignant qu'en effet le parti contre-révolutionnaire ne soit le plus fort & le plus nombreux.

L'opinion publique n'existe que précieusement dans la populace, dans les carrefours & les tavernes; celle qui fixe toujours à la longue le sort des peuples & la renommée des hommes d'état, se forme dans les lieux où se réunissent l'homme de lettres distingué, le négociant industriel & probe, le magistrat & l'homme de loi connus par leurs talens, les militaires célèbres par leurs exploits, & tous les citoyens éclairés, qu'une bonne éducation & l'intérêt de leurs propriétés rend nécessairement gardiens de l'ordre social, amis de la justice, ennemis de l'arbitraire & de l'anarchie.

Lorsque cette classe nombreuse de citoyens, si agréablement décriée, est contente, consultée & employée, le gouvernement marche de lui-même, sans crainte, sans obstacle, inspirant la confiance au dedans, le respect au dehors. Lorsqu'au contraire on les écarte des affaires, lorsqu'on les aigrir par des menaces, ou qu'on les inquiète par d'injustes opérations, le gouvernement, livré aux froids capricieux d'une populace versatile, n'a que le choix, ou de la puissance anarchique & terroriste, qui ne peut pas durer & qui se noie elle-même dans les flots de sang qu'elle verse, ou de la puissance militaire, qui, dans tous les tems & dans tous les lieux, a tué promptement la liberté & amené infailliblement le despotisme.

On dit toujours qu'on ne peut pas être à la fois juste & révolutionnaire, & qu'il faut pour sauver la liberté ajourner la justice à des tems calmes. Mais la vertu aura toujours à combattre le vice; la liberté aura toujours des ennemis à surveiller & à vaincre; ainsi sous le prétexte vain de sauver la liberté il faudroit donc toujours l'opprimer par des loix arbitraires & de circonstance. Si vous n'êtes pas justes, vous serez craints quelque tems, constamment detestés, à la fin méprisés, & infailliblement punis par la mort & l'infamie. Si vous avez au contraire le noble courage de suivre en tout point & malgré toutes les considérations de circonstance les principes de la stricte justice, vous fondez la liberté sur une base respectable & solide, ou, si le sort en dévoie autrement, vous succomberiez au moins avec gloire.

Tant que les circonstances serviroient de prétexte aux injustices, le crédit, enfant de la confiance, n'existera pas, & la base de notre puissance étant mobile & exposée à toutes les attaques des ressentimens qu'excite l'arbitraire, nous ne trouverons ni allié solide, ni ennemi pressé de conclure la paix.

Détruisez donc pour faire la paix, qui seule peut nous sauver, détruisez l'obstacle intérieur qui s'y oppose; ne souffrez plus que sous le nom de riches, de modérés, d'honnêtes gens, de partisans des anciennes limites, de ci-devant noble on attaque des classes de citoyens; gouvernez par les propriétaires; éloignez de vous les délateurs, les concussionnaires, les emprisonneurs, les tueurs, & les fanatiques. On doit laisser de côté les modérés pendant la marche destructive des révolutions; mais on ne doit pas oublier que c'est par les modérés qu'on les finit, qu'on répare les maux qu'elles ont attirés, qu'on éteint les haines, & qu'on fait la paix.

Nommez pour agens diplomatiques des hommes éclairés, doux, sages, lians, modestes, & versés dans la connoissance de l'homme & de ses passions; car ce sont elles qui menent les empires; ce sont elles que vous avez à diriger, à ramener, à combattre, pour faire succéder la paix aux fureurs de cette longue & désastreuse guerre.

Après avoir aplani les obstacles intérieurs qui s'opposent au rétablissement de notre crédit, de notre réputation, songez que l'Angleterre est la seule puissance qui croye avoir intérêt à prolonger la guerre. Elle veut s'affermir dans les Indes orientales & occidentales; elle craint, si nous faisons la paix, que dégagés du fardeau des dépenses de nos armées, & régénérés bientôt par l'activité de notre agriculture & notre commerce, nous ne soyons bientôt en état de nous mettre à la tête des puissances maritimes pour lui arracher le sceptre des mers; & elle verse des flots d'or à Vienne pour obtenir la continuation d'une guerre qui nous ruine; mais malgré cet or, elle n'atteindroit pas son but, si nous ne lui avions fourni des armes par de fausses idées de grandeur & d'honneur, qui ont jusqu'à présent fait craindre notre ambition & rendu la paix impossible.

Epuisés d'hommes & d'argent, tourmentés par les factions intestines, écrasés sous une masse de papiers sans valeur, attristés par les gémissemens & la misère des rentiers & des créanciers de l'état, nous avons encore assez d'énergie pour faire sentir aux ennemis de la France que jamais ils ne feront la loi à la république, & que nous conserverons notre indépendance & notre territoire. S'ils osoient encore pénétrer dans le sein de la France, ils verroient tous les Français offrir leurs bras, leur sang, leur or, leurs moissons au gouvernement; mais ce n'est que pour notre indépendance & la conservation de notre territoire que nous devons & que nous pouvons faire ces derniers sacrifices.

Dans notre position, toute idée de conquête est folle & coupable; elle ruine l'état & retarde la paix. Une paix qui désarmeroit toute l'Europe conjurée contre nous, & qui, malgré tous ses efforts, nous replaceroit dans la position où nous étions avant la guerre, seroit honorable & glorieuse.

On a eu la folie de proposer des prix aux écrivains qui prouveroient le mieux combien il nous est utile d'étendre nos limites jusqu'au Rhin. Certes, l'idée étoit fine & la tâche difficile. Il n'étoit pas mal aisé d'énumérer la

population, la richesse de ces acquisitions, ainsi que le nombre de lieues que nous mettrions par-là entre l'ennemi & le centre de la république; mais ce qu'il falloit examiner, c'étoit le prix de ces conquêtes, la ruine de nos finances qu'entraîneroit la continuation de la guerre, & les convulsions qui pourroient suivre le chute de notre crédit; on auroit vu étendre les limites d'un pays libre.

Les seules paix un peu durables sont les paix modérées, parce qu'elles ne laissent point de ressentiment. Le gouvernement qui est forcé à une paix désavantageuse ne la fait que pour se reposer, panser ses blessures, réparer ses forces & se préparer à la vengeance.

La révolution a eu pour but d'établir la liberté sur les ruines du despotisme, & la philosophie sur les débris des préjugés. Si vous êtes philosophes dans vos principes, soyez-le donc dans vos actions; donnez à l'Europe l'exemple de la modération. Que la France, puissante & libre, loin d'être crainte comme une épée meurtrière, soit regardée par l'Europe comme son bouclier; & que tous les gouvernemens, ralliés autour de notre système pacifique, s'unissent à nous pour réprimer l'orgueil de notre rivale, qui aspire ouvertement à la monarchie universelle des mers.

La paix, la paix, je le répète, voilà le vœu du peuple & le devoir du gouvernement. Pour y parvenir, pour être enfin libres, tranquilles & respectés, soyons justes dans notre législation, fermes & calmes dans notre administration, lians & modérés dans nos négociations: voilà les seuls moyens d'atteindre le but désiré. Si nos ennemis aveuglés refusoient une paix raisonnable, alors le directoire, instruisant les Français de sa modération & de l'acharnement de nos adversaires, exciteroit un enthousiasme général; & l'Europe étonnée verroit encore de quels prodiges est capable un peuple qu'on veut subjugué & détruire, & qui combat pour son existence & sa liberté.

L. P. S.

Au Censeur des Journaux.

Permettez-moi, citoyen Censeur, de vous censurer à mon tour. Vous auriez désiré (n°. 226) que les Nouvelles Politiques s'abtinssent de publier les mandats signés Paris, Sergent & Méhée. J'avoue qu'on aimeroit mieux rencontrer sur son chemin des fourches patibulaires que de lire ces ordres de sang. Mais, citoyen Censeur, c'est en vain que, depuis trois ans, les loix, les loix surtout de l'humanité ordonnent le jugement des septembriseurs; c'est donc à l'opinion publique, dont la voix n'est pas impérieuse encore, à provoquer tous les jours, à toutes les heures, à tous les instans, ce jugement; à répéter que les assassins du 2 septembre ne peuvent rester impunis que pour en autoriser de nouveaux. On parle déjà d'amnistie. Amnistie pour des meurtriers de sang-froid! Non, cela n'est pas vraisemblable. Mais enfin si l'on pouvoit dérober au glaive de la justice de tels scélérats, ce seroit une raison pour ne pas dérober à la postérité les preuves de leurs crimes. J'étois, à cette fatale époque, magistrat du peuple. Ils ont égorgé dans mes bras.

Citoyen Censeur, je vous salue.

U. C.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence du citoyen DOULOET.

Séance du 22 germinal.

Duprat a fait un rapport sur un message du directoire exécutif relatif à l'article du code des délits & des peines, qui admet à donner un cautionnement de 3000 livres, pour obtenir leur liberté, tous les prévenus de délits qui n'entraînent pas peine afflictive.

Le rapporteur fait sentir combien cet article entraîne d'abus; souvent on poursuit un homme pour un vol dont la valeur excède 3000 livres; d'ailleurs il n'y a pas égalité de justice: un homme riche & un pauvre, prévenus du même délit, serent, l'un traîné en prison, l'autre mis en liberté pour son argent.

Duprat présente un projet de résolution tendant à remédier à ces abus.

Le conseil ordonne l'impression & l'ajournement.

Villers fait décréter que le ministère de la police pourra, sur le million mis à sa disposition, employer 500 mille livres aux dépenses nécessaires pour maintenir l'ordre, sauf à en rendre compte au directoire, compte qui sera communiqué au corps législatif toutes les fois qu'il le demandera.

Camus soumet à la discussion le projet de résolution tendant à créer une commission prise dans les deux conseils pour exercer sa surveillance sur la trésorerie nationale.

Ce projet est ajourné à deux jours.

Penieres, au nom d'une commission *ad hoc*, propose au conseil de faire payer leurs indemnités aux députés suspendus de leurs fonctions.

Thibaut représente qu'il n'y aura pas de raison alors pour ne pas faire payer leurs traitemens à tous les fonctionnaires publics aussi suspendus en vertu de la même loi du 3 brumaire.

Penieres réplique qu'on a bien fait payer les indemnités aux députés mis en arrestation, & dont partie l'avoit bien mérité, quelques-uns même étoient en état d'accusation.

Après une légère discussion, le projet présenté par Penieres est rejeté.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence du citoyen CREUZÉ-LATOUCHE.

Séance du 22 germinal.

Le conseil approuve deux résolutions, toutes deux sont précédées de la déclaration d'urgence.

La première prohibe la sonnerie de cloches pour appeler aux cérémonies d'aucun culte quelconque.

La seconde autorise les commissaires du pouvoir exécutif près des tribunaux criminels à mettre en réquisition les ouvriers dont les travaux seront nécessaires pour l'exécution des jugemens.

Le conseil renvoie à différentes commissions plusieurs autres résolutions.